

Religion et Politique aux Etats-Unis: une relation en mutation

Nathalie Caron, Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Nathalie Caron, Blandine Chelini-Pont. Religion et Politique aux Etats-Unis: une relation en mutation. 2016. hal-01432599

HAL Id: hal-01432599

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01432599>

Submitted on 15 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE, n° 35, *affaires stratégiques et relations internationales*, octobre –novembre 2016, **Religion et politique aux Etats-Unis. Une relation en mutation**, pp. 26-29

Par Nathalie Caron et Blandine Chélini-Pont

Blandine Chélini-Pont, professeure d'histoire contemporaine à Aix-Marseille Université, a rédigé le chapitre « De la liberté religieuse comme droit de l'homme à la religion comme composante diplomatique : comparaison états-unienne » dans le collectif, *Liberté religieuse*, Editions Vandieren, sous la direction de Roland Dubertrand et Valentine Zuber, 2017, pp. 13-36.

Nathalie Caron, professeure d'histoire et civilisation des Etats-Unis à Paris Sorbonne, a dirigé, avec Guillaume Marche, *La politisation du religieux en modernité* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015), et, avec Richard Anker, *Transferts du religieux/Religious Transfers*, *Revue française d'études américaines* (2014/4).

Dans une certaine mesure, on peut dire que la religion est en ce moment aux Etats-Unis, en cette année d'élection présidentielle, étonnamment peu visible. Ce fait signale un nouvel écartement des champs religieux et politique selon la logique séparatiste de la constitution fédérale. Dans une certaine mesure, il rend caduque, aux lendemains d'un débat houleux sur le port du burkini par les musulmanes vivant en France – débat qui n'est pas sans lien avec les perspectives électoralistes des participants –, l'idée largement partagée de ce côté-ci de l'Atlantique selon laquelle « la France serait laïque et républicaine ; l'Amérique au contraire, resterait soumise à l'ordre moral des prédicateurs évangélique¹ ». Le politiste Denis Lacorne, à qui l'on doit cette formule, revient sur la vision essentialiste qui met en vis-à-vis deux exceptionnalismes, celui de la France et celui des Etats-Unis. Aux Etats-Unis, écrit-il, dont la devise est *In God We Trust* (En Dieu nous plaçons notre confiance) et où les politiques ponctuent leurs discours publics par « *God Bless America* » (Dieu bénît l'Amérique), « la fréquence des références à Dieu est à beaucoup d'égards trompeuse. Elle cache une réalité plus ambiguë, qui échappe à l'observateur superficiel des Etats-Unis. Car la tradition politique américaine, on le sait moins est traversée de moments d'ignorance complète du divin² ».

Cela ne veut pas à dire que la religion n'intervient pas dans les choix politiques et électoraux. Mais, aux Etats-Unis, rappelons-le, les Eglises et les Etats sont bien séparés en vertu du premier amendement de la constitution fédérale, dont les termes sont appliqués aux Etats fédérés depuis les années 1940 : « le Congrès ne fera aucune loi établissant une religion ou en interdisant le libre exercice ». Comme ont pu arguer deux historiens, Isaac Kramnick et R. Laurence Moore, dans un livre sorti en 1996, en plein cœur d'une polémique sur la nature séculière ou religieuse de la nation américaine, la constitution, adoptée en 1787, est une constitution sans Dieu³. Et ce n'est qu'au prix d'une intense campagne contre le doute et le scepticisme, deux postures bien représentées parmi les Américains aux origines de la nation,

¹ Denis Lacorne, *De la religion en Amérique*, Paris, Gallimard, 2012 [2007], p. 284-285.

² *Ibid.*, p. 288.

³ Isaac Kramnick et R. Laurence Moore, *The Godless Constitution: A Moral Defense of the Secular State*, New York, W. W. Norton & Company, 2005 [1996].

que les évangéliques, au XIX^e siècle, ont pu imposer leur hégémonie culturelle sur la scène sociale et politique américaine⁴. Au XX^e siècle, c'est à partir des années 1970 que le développement d'une puissante alliance entre les forces politiques et les forces religieuses a fragilisé « le mur de séparation » entre les deux domaines, selon la formule du fondateur de la colonie de Rhode Island, Roger Williams, formule que Thomas Jefferson a rendue célèbre en l'utilisant dans une lettre aux baptistes de Danbury alors qu'il était président⁵. Cette alliance a été incarnée par l'institutionnalisation d'un mouvement politico-religieux de droite, d'abord par la création en 1979 de la Moral Majority par le baptiste évangélique Jerry Falwell, en soutien de la candidature du républicain Ronald Reagan, à laquelle a succédé la Christian Coalition, puis par l'essor de la « droite chrétienne », nébuleuse hybride associant protestants, catholiques et mormons surtout, et composée d'une multitude d'organisations conservatrices relevant de champs divers. Si celle-ci a contribué à l'élection de George W. Bush, plusieurs chercheurs ont néanmoins pu relever son influence limitée sur le champ législatif.⁶ La remise en question de la perspective séparatiste a également, et peut-être surtout, été le fait de la Cour suprême, à qui il revient « d'assurer la pérennité et la solidité du dispositif laïque de la République américaine⁷ » et qui, selon sa composition, fait bouger les frontières de la laïcité telle qu'elle est pensée aux Etats-Unis. Sous l'autorité de William Renhquist, président de la Cour de 1986 à son décès en 2005, à qui l'on doit l'une des critiques les plus virulentes de la métaphore du mur de séparation, plusieurs arrêts ont orienté les décisions des juges vers une perspective que l'on appellera « accommodante », c'est-à-dire favorisant les libertés individuelles en matière de choix spirituels, ainsi que l'attribution de fonds publics à des institutions religieuses. Un discours politique relevant de ce que d'aucuns ont pu appeler une religion civile, sur le modèle théorisé par Robert Bellah en 1967, a été un autre facteur favorisant la sur-représentation de la dimension religieuse de la scène publique américaine⁸. C'est au cours de la Guerre froide, alors qu'il s'agissait pour les Etats-Unis de faire valoir les valeurs de la démocratie à l'américaine, que la formule *In God We Trust* est devenue la devise du pays et que l'expression « Under God » (sous le regard de Dieu) a été introduite dans le serment au drapeau. Cela sous la présidence de Dwight D. Eisenhower selon lequel : « notre forme de gouvernement n'a de sens que si elle est fondée sur une foi religieuse profonde, et ce qu'est cette foi n'a pour moi aucune importance. Pour nous, bien sûr, ce sera le judéo-christianisme, mais il faut dans tous les cas que ce soit une religion qui reconnaisse l'égalité entre les hommes⁹ ».

⁴ Amanda Porterfield, *Conceived in Doubt : Religion and Politics in the New American Nation*, Chicago, University of Chicago Press, 2012.

⁵ « Jefferson's Letter to the Danbury Baptists », Jan. 1. 1802, Library of Congress, <https://www.loc.gov/loc/lcib/9806/danpre.html>. Consulté le 12 septembre 2016.

⁶ Voir Barka Mokhtar Ben, « La place et le rôle de la droite chrétienne dans l'Amérique de George W. Bush », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 97, 1/2008, p. 39-51. Sur les catholiques, voir Blandine Chélini-Pont, *La droite catholique aux Etats-Unis. De la guerre froide aux années 2000*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

⁷ Camille Froidevaux-Metterie, *Politique et religion aux Etats-Unis*, Paris, la Découverte, coll. Repères, 2009, p. 67. On peut considérer que cet écartement conforte la thèse de l'auteur qui voit dans l'histoire américaine deux motifs se déployant selon un mouvement de flux et de reflux, l'un relevant de « l'esprit de religion », l'autre de « l'esprit de laïcité ».

⁸ Robert N. Bellah, « La Religion civile en Amérique », trad. Terrenoire Gwen, *Archives de sciences sociales des religions*, n°35, 1973. P. 7-22.

⁹ « Text of Eisenhower Speech », *New York Times*, Dec. 23, 1952.

Sur la scène nationale, la configuration politico-religieuse a aujourd'hui pris une nouvelle tournure et deux paradoxes au moins peuvent être relevés : d'une part, à quelques jours de l'élection du 45^e président américain, alors que les deux candidats des deux partis majoritaires sont au coude à coude dans une lutte serrée, plus de 40% des Américains sont prêts à manifester leur soutien pour celui à qui la religion importe le moins, Donald Trump ; d'autre part, ce candidat est le candidat républicain et 78% des protestants évangéliques blancs sont prêts à lui accorder leur confiance, en dépit de ses trois divorces, de son ignorance des choses religieuses et de son absence d'intérêt pour la lutte contre l'avortement. L'Institut de recherche Pew l'a mis en évidence : contrairement à une opinion largement répandue en France, il est devenu moins essentiel pour les électeurs américains que les candidats expriment un attachement religieux fort¹⁰. Si l'augmentation du nombre de non-affiliés – un Américain sur cinq aujourd'hui – a, ces dernières années, largement contribué à cette tendance, à l'aube de l'élection de 2016, les « nones », comme les appellent les médias, plus nombreux parmi les jeunes, seraient pourtant en faveur de la candidate démocrate, croyante fervente de confession méthodiste, Hillary Clinton.

Quant à la politique extérieure des Etats-Unis, nous pouvons résumer l'attitude ancienne qui consiste à instiller de la religion dans les affaires internationales par une constante d'ordre culturel à la racine de l'imaginaire constitutionnel et national américain : la religion est une chose très sérieuse et respectable, dont il faut défendre la pratique, particulièrement quand elle est persécutée ou interdite. Pour vaste et vague qu'elle soit, cette constante définit en partie la projection que les Etats-Unis se sont forgés d'eux-mêmes, au commencement de leur grande politique internationale, à la fin XIX^e siècle. Religion et liberté sont allées naturellement de pair dans une telle projection, les Etats-Unis se considérant comme les champions de l'une et de l'autre. Cela n'a pas été sans conséquences. Cette corrélation a provoqué une tension vis-à-vis de l'extérieur, qui ne peut disparaître, car elle favorise, dans les temps de conflit, la justification immédiatement spirituelle de la droiture américaine et celle de la malignité de l'ennemi, les références étant puisées au référentiel biblique. La défense de la religion tiraille la politique extérieure entre idéalisme et messianisme.

Ainsi, à l'époque de « l'impérialisme progressif », à l'entrée dans le XX^e siècle, la mobilisation américaine s'est manifestée de manière contradictoire. D'abord, la défense des Juifs russes et roumains, soumis à un statut inégalitaire et en butte à un nationalisme antisémite violent, a occupé le Département d'Etat, qui a multiplié ses protestations auprès des gouvernements concernés – il a été bien le seul à l'époque. En même temps, la défense de la religion a justifié la protection des missions protestantes à travers le monde par le réseau diplomatique américain. Ces missions évangélisaient, certes, elles faisaient de l'humanitaire, mais surtout elles défendaient, en quelque sorte naturellement, la démocratie et les droits humains, comme les saints objets du progrès politique de leur patrie remarquable. Enfin, la défense de la liberté et de la religion a transformé la guerre contre l'Espagne en guerre sainte. A Cuba comme aux Philippines, le peuple rendu indépendant a été libéré du colonialisme mais aussi, dans le même temps, de l'obscurantisme espagnol et de l'oppression religieuse.

¹⁰ Pew Research Center, « Evangelicals Rally to Trump, Religious “Nones” Back Clinton », July 13, 2016. Web.

Cette guerre contre l'Espagne est considérée par l'historien Andrew Preston, comme la première « croisade » des Etats-Unis, parmi les huit qu'il comptabilise jusqu'à la guerre d'Irak, sans que ces croisades n'aient été toutes militaires¹¹.

Plus près de nous, aucune période sans doute n'a été pour les Américains plus spirituelle en matière de politique extérieure que celle de la Guerre froide à ces débuts. En luttant pour démontrer la supériorité de leur système, les administrations en place ont tenté de construire une image des Etats-Unis comme nation croyante. Pour Harry Truman, par ailleurs baptiste pratiquant, l'athéisme du communisme était son talon d'Achille. En montrant leur foi à la face du monde, les Américains revendiquaient une identité qui ne se résumait pas au capitalisme, à savoir une supériorité morale face au matérialisme marxiste. C'est l'époque où Truman imagine organiser à Washington un grand rassemblement de tous les dirigeants religieux du monde pour mobiliser derrière les États-Unis les forces de la foi contre le communisme athée. L'échec de ce projet n'a pas empêché Eisenhower de le reprendre pour les mêmes motifs.

Insistons cependant. Pour les Etats-Unis, le recours à la défense de la foi comme cause sacrée ne tourne pas systématiquement à son instrumentalisation comme bannière du Bien. La religion comme liberté fondamentale a bénéficié de l'engagement des Etats-Unis. Couplée aux autres droits humains, elle a été objet de négociation et de collaboration entre l'Est et l'Ouest pendant les années 1970 et est devenue un élément central des accords d'Helsinki. Helsinki a donné naissance, au cours des vingt ans qui ont suivi, à des centaines d'ONG (dont *Helsinki Watch*, transformée ensuite en *Human Rights Watch*) qui sont entrées en relation avec des Églises et des groupes religieux afin d'enquêter sur les abus en Europe de l'Est. Les conséquences des accords d'Helsinki sur le recours aux droits humains comme outil international et sur la reconnaissance de la liberté religieuse comme droit fondamental ont été spectaculaires.

Après les épisodes de la croisade reaganienne, symbolisée par la mobilisation en faveur de la Pologne libre (et catholique) tout comme par le soutien aux moudjahidines islamistes d'Afghanistan, les Américains découvrent une réalité oubliée. La religion peut être tout autant vecteur d'idéologie politique radicale et hostile que l'avait été à leurs yeux le communisme. Intolérance, violences et persécutions ont repris, notamment dans les pays qui subissent, d'une manière ou d'une autre, la progression de l'islamisme, concurrent du wahhabisme saoudien vu jusque-là avec bienveillance par les Etats-Unis. Le découplage entre liberté et religion est brutal et la reformulation de la projection internationale des Etats-Unis s'en ressent, notamment dans la conceptualisation conservatrice qu'en a faite Samuel Huntington en 1993¹².

C'est dans ce contexte – et par le biais la mobilisation des associations chrétiennes américaines (comme, dans leur sillage, de la droite religieuse, au moment de la guerre civile soudanaise) – que le Congrès a voté l'*International Religious Freedom Act*, comme priorité de la diplomatie américaine en 1996. Or, cette loi a permis la continuation d'une politique de promotion de la liberté religieuse, à l'écart et en parallèle de la dernière croisade des Etats-Unis, celle qui court du 11 septembre 2001 jusqu'au retournement démocrate des années

¹¹ Andrew Preston, *Sword of the Spirit, Shield of Faith, Religion in American War and Diplomacy* (New York, Anchor Books, 2012).

¹² Samuel Huntington, « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, Summer 1993.

2006-2008, quand le combat contre l'islamisme radical et la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme ont instrumentalisé le messianisme américain. La défense de la liberté religieuse a survécu comme une priorité non vindicative parce qu'elle a été déplacée du Département d'Etat au Congrès. La *US Commission on International Religious Freedom* a constitué pendant la décennie 2000 un vaste réseau de contacts internationaux. Elle a réussi à faire de ses rapports annuels une bible presque plus utilisée par les militants des droits humains, les groupes religieux et les chancelleries, que ceux de l'ONG *Human Rights Watch*, ou ceux du rapporteur spécial de l'ONU.

Les deux administrations Obama ont tenté de mettre en place une autre stratégie, moins tiraillée que la précédente. Dans le tournant des années 2010, la religion source de valeurs communes et vecteur de bonnes relations est devenue un outil conceptuel qui s'applique aussi aux musulmans. Cette politique bienveillante suit les recommandations de nombre d'ouvrages et de rapports d'experts comme celui intitulé *Engaging Religious Communities Abroad : A New Imperative for US Foreign Policy*¹³. En réalité, ce rapprochement vise surtout les communautés musulmanes et l'abandon actif de toute confusion internationale entre lutte contre l'islamisme radical et monde musulman. Le discours du Caire de juin 2009 a été le pivot de cette stratégie. En août 2013, le *Center of Faith Based Community Initiatives* a été créé au Département d'Etat par John Kerry, et intègre un représentant spécial auprès des communautés musulmanes à travers le monde. Il s'agit d'un vaste chantier, dont il est encore impossible de mesurer l'effet. A n'en pas douter, il contribue à diminuer fortement le ressenti antimusulman de la politique internationale des Etats-Unis de ces toutes dernières années.

¹³ The Chicago Council on Global Affairs, *Engaging Religious Communities Abroad : A New Imperative for U.S. Foreign Policy*, Feb. 23, 2010.